

MOTION INTERSYNDICALE CTEP METEO-FRANCE DU 9 JUILLET 2013

Les syndicats CGT, Solidaires, FO et CFDT considèrent que le **bilan de la réorganisation de Météo-France proposé par la direction générale de l'Etablissement** est incomplet et que les analyses qu'il comporte sont pour certaines biaisées.

En premier lieu, le rappel des réorganisations dans les autres services météorologiques européens ne fait pas état des bilans en termes de qualité du service rendu.

Pour Météo-France, les conséquences des réorganisations au niveau des utilisateurs sont mal évaluées et les retours des usagers et des clients sont incomplets : en réalité, après une étude plus poussée des réclamations, il apparaît que la baisse de qualité des prévisions touche au moins l'échelle départementale et infra-départementale en particulier sur les 48 premières heures d'échéance.

La direction analyse globalement 3 grandes raisons des difficultés de la nouvelle réorganisation :

- Une « culture d'établissement » où chacun travaillait et travaille sans se coordonner avec la chaîne de prévision, et pour laquelle il faut optimiser le rôle de chacun.
- Une spécialisation insuffisante des prévisionnistes conseils qui contrarie l'accès au « marché » de la prestation météorologique.
- Des problèmes d'outils liés à une mauvaise politique de développement informatique en interne.

Pour nous, les dysfonctionnements constatés trouvent leurs causes fondamentales dans les principes théoriques mis en place :

- Tout d'abord une mauvaise organisation du travail qui génère des cloisonnements des acteurs de la prévision, des procédures irréalistes pour gérer l'échange d'information entre les niveaux, un manque de temps pour réaliser sereinement les tâches, une perte de savoir faire.
- Une centralisation de tâches de prévision et le refus de reconnaître l'apport du prévisionniste local dans l'élaboration d'une base de prévision suffisamment fine qui permettrait une prévision généralisée de qualité.
- Les problèmes d'outils proviennent directement d'une réorganisation « à marche forcée » où les remarques internes ont été et continuent d'être insuffisamment prises en compte. Les choix conceptuels, donc les spécifications, sont discutables car pris sans concertation avec les acteurs de terrain ou dictés par des décisions arbitraires de la direction. Le fait que les développements soient réalisés en interne n'est pas pour nous la cause des difficultés.

Les analyses erronées de la direction l'ont conduite à proposer des solutions inadaptées. Par exemple, le choix de spécialiser les centres météorologiques en les éloignant du territoire où ils sont implantés peut conduire à réduire l'implantation territoriale au delà des objectifs annoncés et à détériorer encore la qualité du service rendu.

Concernant OBS2012, le rapport masque la grave désorganisation des services à tous les niveaux, liée à la fois à la délocalisation de la DSO et aux fermetures de centres. Dans la pratique, cela conduit à de grandes difficultés de gestion du réseau sur le terrain, et à une dégradation sévère de l'ensemble du réseau et de la chaîne d'observation, avec des conséquences pour la surveillance du climat. La suppression de l'observation humaine n'est pas correctement compensée par l'automatisation dont la qualité reste insuffisante. Elle va entraîner pour les prévisionnistes d'importantes difficultés pour l'expertise météorologique et en particulier l'appréciation des situations à risque.

Enfin, la dégradation des conditions de travail et la mise en souffrance de nombre de collègues sont absentes de ce rapport. Elles conduisent pourtant à une démotivation des équipes et génère une ambiance de plus en plus pesante dans l'établissement. Le rapport Technologia mentionnait explicitement que la réorganisation et les fermetures de centres étaient des facteurs aggravants en termes de RPS ; cela s'est vérifié, comme nous l'avons dit et répété lors de nombreuses réunions de CHS ou CHSCT. Comment la direction peut-elle passer cette réalité sous silence ?

Le chapitre sur l'accompagnement social est exagérément optimiste : dans la réalité, l'écoute des agents dont le centre ferme a été souvent insuffisante et inadaptée ; il n'y a aucun suivi des agents après les fermetures.

Pour ces raisons, les syndicats CGT, Solidaires, FO et CFDT contestent le contenu de ce rapport, qu'ils jugent partial, et très loin de ce que les personnels vivent au quotidien. Ils considèrent pour leur part que cette réorganisation est un échec technique et social.